



Infrastructure de construction de la nation : Création d'un environnement pour des investissements

Allocution de l'honorable Jim Prentice, C.P., C.R.

Premier vice-président à la direction et vice-président, Banque CIBC

Business Council of British Columbia"

Le jeudi 21 juin 2012

Priorité au discours prononcé

Je suis heureux d'être de retour à Vancouver, et c'est un honneur pour moi d'avoir été inclus au nombre des nombreuses éminentes personnalités qui prendront la parole aujourd'hui. Madame la première ministre Clark, c'est un grand plaisir pour moi de partager le podium avec vous et avec nos collègues ce matin.

Merci au *Business Council of British Columbia* de m'avoir invité.

En février dernier, je me trouvais à Vancouver pour m'adresser au Board of Trade. Il n'y a pas si longtemps que ça. Vous ne devez pas oublier cependant qu'en tant qu'ancien politicien, *j'ai la tremblote si je reste trop longtemps sans prononcer un discours sur des questions de politique dans un centre de congrès ou la salle de bal d'un hôtel.*

En outre, lorsqu'il s'agit de parler de questions d'intérêt national, l'une des choses que j'apprécie le plus à cet égard depuis ma métamorphose à la Banque CIBC, c'est que je peux me permettre de parler avec franchise. Il est juste de dire que j'ai accumulé un inventaire appréciable d'opinions qui n'ont pas été exprimées – même si ma femme Karen trouverait probablement à redire à ce sujet.

Ces opinions sont particulièrement énergiques lorsqu'il est question de la définition de l'intérêt national, de la construction d'une infrastructure énergétique stratégique et de l'accès du pétrole et du gaz canadiens à la côte ouest.

Franchement, l'appel à l'action que j'ai lancé en février mérite d'être répété. Je dirais même qu'il est devenu plus urgent – pas moins – avec le passage du temps.

À mon avis, la mise en valeur des gisements d'hydrocarbures de ce pays – et la construction de l'infrastructure nécessaire pour les transporter vers de nouveaux débouchés – est fondamentalement dans notre intérêt national. Ces projets sont le moteur crucial du renouveau économique et de la prospérité nationale en une période d'incertitude.

Le moment est finalement venu de nous rendre compte à l'évidence que nous devons diversifier nos marchés traditionnels d'exportation d'énergie et en chercher de nouveaux, plus précisément en Asie-Pacifique.

Le premier ministre l'a souligné à de nombreuses reprises, y compris lors de son récent voyage en Chine : le Canada a pris l'engagement de faire en sorte que nous disposions de l'infrastructure nécessaire pour répondre à l'augmentation de la demande pour nos produits.

Bien entendu, la trajectoire de la croissance asiatique n'évoluera pas dans un parfait arc – cela ne se passe jamais comme cela. À preuve, la croissance économique a dernièrement donné des signes de ralentissement en Chine. Mais les économistes de la Banque CIBC tablent toujours sur un taux de croissance du PIB de 7,8 pour cent cette année, après 9 pour cent l'an dernier. Pas mal. Surtout en comparaison avec la fourchette de 2 pour cent prévue pour l'Amérique du Nord.

Si on s'étend davantage à ce sujet, des pays comme la Chine, l'Inde et la Corée du Sud – entre autres – représenteront d'ici 2050, 45 pour cent du PIB mondial et ils compteront pour 90 pour cent de sa croissance.

Certainement, d'ici 2015, la Chine devra compter sur des importations de l'étranger pour environ 70 pour cent de son approvisionnement en pétrole.

Ces prévisions sont encore plus attrayantes lorsqu'on les met en contraste avec les tendances intérieures ici au Canada – et dans notre traditionnel marché d'exportation d'énergie, les États-Unis. La nouvelle production de pétrole dans les champs pétrolifères de Bakken dans le Dakota du Nord coïncide avec l'augmentation considérable de la production de gaz naturel et la diminution de la demande dans l'économie américaine affaiblie.

Selon un récent rapport de recherche rédigé par un analyste pétrolier de la Banque CIBC, Andrew Potter – qu'il avait ironiquement intitulé *Welcome to the house of pain* – le prix du baril de pétrole qui fait référence en Amérique du Nord tournera dorénavant autour de 70 \$.

Cela représente un véritable problème pour des projets comme celui des sables bitumineux qui exigent des investissements considérables et dont le seuil de rentabilité est plus élevé qu'en moyenne dans ce secteur. Pour ne rien dire des marchés nord-américains du gaz naturel – problème bien trop familier aux habitants de la Colombie-Britannique et de l'Alberta – et qui sont à l'origine des projets de gaz naturel liquéfié dont nous entendons tellement parler.

Il ne fait aucun doute que l'accès garanti au marché renforcerait considérablement la capacité – et la volonté – des producteurs de pétrole et de gaz de maintenir et d'accroître leurs investissements en capital dans ces mégaprojets.

Certains pourraient se réjouir de voir les projets de mise en valeur des hydrocarbures mis au rancart à jamais, mais ce n'est tout simplement pas une option pour la prospérité future du Canada.

Nous devons être fiers de ce que nous sommes et de ce que nous faisons. Au Canada, nous extrayons des ressources de nos abondants gisements naturels et nous nous reposons sur le produit de ces ventes pour nous offrir un niveau de vie exceptionnel. Nous le faisons mieux que n'importe qui au monde, en respectant des normes rigoureuses en matière de productivité et de protection de l'environnement. Nous avons le bonheur d'en profiter à tous les points de vue comme nous le faisons.

Réfléchissez à cela : près d'un travailleur sur six dans la province avoisinante de l'Alberta est employé directement ou indirectement dans le secteur énergétique de la province. La Colombie-Britannique s'en va dans la même direction pendant que les réserves de gaz de schiste sont mises en valeur dans le nord de la province et que des gazoducs et des installations d'exploration sont construits.

*Vous tous dans cette salle, vous avez sans doute remarqué l'annonce faite la semaine dernière par Apache, le deuxième plus important producteur de gaz des États-Unis, de la découverte d'un énorme gisement de gaz dans le Laird Basin dans le nord-est de la Colombie-Britannique. Ce n'est que la plus récente de nombreuses autres découvertes qui suivront sans doute dans les régions relativement inexploitées de cette province.*

Même avant le coup de pioche dans n'importe quelle nouvelle infrastructure, plus de 25 000 personnes sont déjà employées rien que par des sociétés de pipelines dans l'Ouest du Canada. Et des milliers d'autres emplois, directs ou indirects, seront créés partout au Canada au fur et à mesure que la construction de divers mégaprojets énergétiques avancera.

Cela dit, il y a trois choses que j'ai apprises durant les 18 mois depuis que je suis à la Banque CIBC et au cours de mes nombreux voyages en tant que vice-président de la banque. Tout d'abord, le capital est fongible. Deuxièmement, les occasions d'affaires et la concurrence pour les capitaux sont véritablement à l'échelle mondiale. Troisièmement, l'argent recherchera toujours, pour s'y établir, là où les circonstances sont les plus favorables.

Cela signifie que nous autres au Canada, nous ne pouvons jamais – au grand jamais – tenir pour acquis que les investissements afflueront naturellement dans notre pays et dans nos projets d'infrastructure. Nous ne devons pas nous laisser prendre au piège et supposer que le reste du monde s' imagine que nous sommes aussi grands et aussi beaux que nous pensons l'être. Nous devons faire des efforts en ce sens. Nous devons faire en sorte que cela arrive.

En bref, il est absolument nécessaire de créer un climat d'investissement qui attire – et retient – des capitaux internationaux. Un solide cadre de politique publique, présentant cohérence et transparence, doit être un élément crucial d'une telle stratégie.

Il y a certainement toute une foule d'obstacles qui barrent la voie à une telle entreprise.

J'en ai déjà mentionné un : les prix des produits de base, comme les habitants de la Colombie-Britannique le savent tout aussi bien que n'importe qui d'autre, ont tendance à fluctuer. Cela nécessite une vision résolue et la capacité à s'exposer à des risques considérables à long terme. Ce ne sont pas seulement les tuyaux qui doivent être d'acier.

À titre d'exemple, il y a tout juste deux semaines, TransCanada Pipelines s'est engagée à construire un gazoduc de quatre milliards de dollars qui fera partie du projet de gaz naturel liquéfié de Shell – à construire le gazoduc Coastal GasLink qui transportera du gaz naturel des gisements de gaz de schiste du nord de la Colombie-Britannique au terminal proposé d'exportation de gaz naturel liquéfié de Kitimat.

TransCanada a aussi en même temps révisé à la baisse ses propres prévisions pour le prix du gaz naturel. Comme vous le voyez, ces projets ne sont pas pour ceux qui n'ont pas le courage de prendre des risques lorsqu'ils font face aux réalités des marchés mondiaux compétitifs.

Il y a, bien entendu, des obstacles politiques à surmonter également.

Des complexités d'ordre juridique et environnemental

Les revendications territoriales des Premières Nations qui n'ont pas encore été résolues.

De bruyantes manifestations populaires.

Cependant, parmi cette liste impressionnante de problèmes, celui qui fait le plus obstacle à la modernisation de l'infrastructure énergétique du Canada et à l'exploitation de nouveaux débouchés, c'est probablement notre vieille façon d'aborder ces questions.

Certains pourraient dire qu'il s'agit d'un manque de leadership, mais cela a davantage trait au désir de transformation – quelque chose qui est dans notre intérêt national et transformera la destinée du Canada – sans toutefois la complexité de rallier tous les suffrages.

Quoi qu'il en soit, lorsque la voie qui mène au changement n'est pas claire, mais que la détermination est ferme et les faits éloquentes, il incombe presque certainement à ceux qui sont enclins à mener de se mettre en avant, de prendre l'initiative. Afin d'aider à définir l'intérêt national. Afin d'établir un contexte et mettre en place une coalition de soutien.

Le succès à cet égard signifiera plus et comptera bien plus que tout le beau travail, les heures d'effort et les commentaires réfléchis des audiences, des commissions d'enquête et des rapports.

Il aboutira à un permis social.

Le gouvernement fédéral a déjà clairement repéré certaines priorités.

Le budget de 2012 contient une disposition relative à l'exploitation responsable des ressources qui met de côté 13,6 millions de dollars sur une période de deux années pour des consultations avec les Premières Nations pour faire en sorte que leurs droits et leurs intérêts soient respectés. Une autre tranche de 35,7 millions de dollars est allouée à de nouveaux règlements pour rehausser le régime d'inspection de pétroliers en place, élaborer un cadre législatif et réglementaire au sujet des déversements de pétrole et des situations d'urgence, mettre en place une commission internationale indépendante qui examinera les protocoles de manutention d'hydrocarbures en procédant à un examen des risques de pollution marine.

J'ai mentionné certaines de ces priorités dans mon discours de février, et le budget les renforce... il est évident que quelqu'un prête l'oreille!

C'est un moment décisif pour le Canada, et le gouvernement fédéral a un important rôle à jouer. Tout comme le gouvernement et les Premières Nations de la Colombie-Britannique et, bien entendu, le secteur privé.

Ce sont des questions difficiles. Sans doute, les plus difficiles. Les questions d'ordre constitutionnel et juridique liées aux corridors de transport de l'énergie vers la côte ouest, aux terminaux et à l'expédition sont extrêmement difficiles. Le progrès à ce chapitre repose sur les négociations sur des questions complexes de revendications territoriales des Premières Nations et les questions d'infrastructure et de protection de l'environnement qui n'ont pas été encore résolues.

Cela pourrait être les questions de politique publique les plus difficiles auxquelles le Canada fait face actuellement et il est tout à fait irréaliste de s'attendre à ce que des entreprises puissent les régler par des audiences publiques.

Tout d'abord, l'obligation constitutionnelle de consulter les Premières Nations n'est pas une obligation d'entreprise. Elle relève du gouvernement fédéral.

Deuxièmement, l'obligation de définir un régime de gestion des océans pour les terminaux et les expéditions sur la côte ouest n'est pas la responsabilité des entreprises. C'est la responsabilité du gouvernement fédéral.

Troisièmement, ces questions ne peuvent pas être résolues par une ordonnance réglementaire, elles doivent être négociées. Soit dit en passant, le rejet réglementaire ne présente pas vraiment de risque. Ce serait plutôt l'approbation réglementaire minée par la suite par des contestations judiciaires et par l'absence de « permis social ».

Comment devrions-nous donc procéder dorénavant?

Pour avancer notre intérêt national, le gouvernement fédéral doit prendre l'initiative. Il doit consulter. Il doit négocier.

Ottawa doit tout d'abord intervenir et consulter plus activement les Premières Nations au sujet de leurs revendications territoriales dans plusieurs régions de la Colombie-Britannique. Les corridors de transport d'énergie doivent être garantis sur une base non dérogoire qui permettra le développement sans pour autant forcer les Premières Nations à renoncer aux questions non résolues. Des négociateurs de rang supérieur doivent être mis en place pour aider dans ces consultations.

Deuxièmement, c'est seulement Ottawa qui a juridiction sur nos eaux territoriales. Ottawa doit donc prendre l'initiative d'élaborer un régime de gestion qui prendra en considération les bienfaits ainsi que les risques environnementaux que pose la recrudescence de la navigation de pétroliers sur la côte ouest. Des lois seront nécessaires, tout comme des plans de mesures d'urgence pour faire face à des éventualités imprévues.

Compte tenu de l'importance de ces eaux pour les Premières Nations côtières, il est essentiel que le gouvernement poursuive un régime de cogestion de ces eaux conjointement avec la province de la Colombie-Britannique et les Premières Nations côtières.

En résumé, il faut bien plus que de l'argent pour faciliter l'accès aux marchés et la construction des corridors de pipelines vers le Pacifique. Il faudra y investir du leadership, de la patience et du temps. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'on en retirera des dividendes appréciables.

Il nous faut cependant être prêts à travailler fort. Et c'est exactement ce qu'il faudra faire.

En ce qui a trait au secteur privé, cela signifie trouver et mettre en œuvre de nouveaux moyens de participation. Cela signifie écouter. Cela signifie aussi trouver un terrain d'entente, énoncer en détail les avantages mutuels et observer les valeurs d'entreprise que vous avez exprimées.

Il ne s'agit pas d'embrassades et d'accolades. Tout cela pourrait paraître facile au prime abord et durant les démarches initiales, mais il ne faut pas s'y tromper. Le permis social pour avoir les mains libres est ce qu'il faut et c'est ce qui, dans le cas de l'infrastructure énergétique, se révélera d'une importance décisive pour le succès des projets de plusieurs milliards de dollars dont il est question ici. C'est le véhicule qui fera avancer des projets rapidement d'une manière résolue, stratégique et réglée par des principes.

Tout cela est, bien entendu, le plus efficace lorsque des entreprises ont la discipline et la prévoyance d'être proactives.

Je dirais que nous le constatons dans les efforts que déploient Enbridge, Shell Canada, KinderMorgan et les nombreuses autres entreprises canadiennes et internationales qui participent aux projets d'infrastructure donnant accès à la côte ouest. Je suis cependant certain qu'il est possible de faire davantage, que l'on doit faire davantage et que ce sera fait. Les Premières Nations de la Colombie-Britannique, y compris la Nation des Haisla, interviennent de manière similaire avec des recommandations de premier ordre,

Mais on peut, on doit faire davantage. Et ce sera fait, j'en suis certain.

On facilitera bien plus la tâche si on intègre de plein accord des considérations liées aux connaissances traditionnelles, des consultations avec les collectivités, un cadre de gestion des opérations en cas de désastres, et une stratégie de restauration – et de financement – dans les plans initiaux, au lieu de les y annexer par la suite.

Prendre l'initiative au sujet de ces questions a du sens et constitue aussi une bonne stratégie d'affaires. Si on se fie au passé, il est raisonnable de conclure que l'approbation réglementaire sera accordée sous réserve de nombreuses considérations et conditions pour la protection de l'environnement.

Je sais de première main de quoi je parle – du prix élevé à payer si on les ignore, mais aussi les avantages que l'on a à les accepter.

Au début de ma carrière, lorsque j'étais avocat à Calgary, une grande partie de mon travail consistait à négocier les revendications territoriales des Premières Nations avec des sociétés pétrolières et gazières.

Par la suite, comme ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – comme ce ministère s'appelait alors – j'ai participé directement à l'élaboration et à la mise en

œuvre d'une nouvelle approche pour résoudre les revendications territoriales de longue date des Premières Nations et rétablir la confiance dans le gouvernement ce faisant. Ces négociations avaient été entreprises durant le gouvernement de John Diefenbaker et elles avaient stagné pendant des dizaines d'années, ponctuées par de faux départs et des espoirs anéantis. Il fallait absolument trouver un moyen de se mettre d'accord sur un titre qui nous permettrait de nous concentrer sur les avantages mutuels que nous tirerions en allant de l'avant.

À Environnement Canada, nous avons réussi à mettre au point les modalités pour l'établissement de la réserve d'aire marine de conservation Gwaii Hannas – la première de son genre, au moyen de robustes mécanismes de cogestion et d'exploitation en commun.

Facile? Non.

Possible? Oui.

Laissez-moi terminer en expliquant que les projets de l'envergure dont nous parlons ici ont toujours fait face et feront toujours face à des obstacles... souvent dans plusieurs directions à la fois.

Un solide leadership signifie déterminer la direction à suivre et maintenir le cap. Il est essentiel de faire en sorte que ces projets aillent de l'avant et que les bienfaits qui en découleront profitent à tous les Canadiens – peu importe la force de ces obstacles de temps en temps.

Dans un marché mondial où la concurrence est si acharnée, nous devons tous remettre en question les idées reçues, réévaluer notre approche et nos méthodes, envisager de nouveaux partenaires, et nous adapter à la situation en transformation constante.

Il nous faut tenir deux choses à l'esprit : l'argent a le choix, et l'argent a horreur de l'incertitude.

Un moyen de contrecarrer cette incertitude et d'attirer des capitaux est de situer ces mégaprojets dans un cadre dès le début, de contrôler ce qui peut être contrôlé en adoptant activement des méthodes novatrices qui vont au-delà des exigences minimums.

Ce sont les éléments fondamentaux qui géreront quelques-uns des risques que redoutent les investisseurs et qui garantiront les bienfaits dont bénéficieront les particuliers, les collectivités et, au bout du compte, l'avenir économique du Canada.

Merci de m'avoir écouté... j'attends avec hâte d'avoir l'occasion de revenir à Vancouver. Oui, une fois de plus.